

“Et si on se serrait les coudes ?”

“On nous voit comme une forteresse, comme un “machin” mal géré dont les actions manquent de transparence et de légitimité, et dont les usagers sont des gratteurs, des profiteurs, soupire Jean Spinette, le président du CPAS de Saint-Gilles. Cette image nous nuit. Avant, les CPAS recevaient des héritages ; à présent, cela arrive de moins en moins : c’est révélateur.” Opaques, les CPAS ? “Nos actions sont strictement encadrées, et les CPAS sont contrôlés par tout le monde, à tous les niveaux. Nous dépendons d’une foule de pouvoirs subsidiaires et, par conséquent, notre budget est soumis à une foule de contrôles. Quant à l’octroi du revenu d’insertion ou d’autres types d’aide, il répond à des critères très stricts. Et toutes nos décisions sont passibles de recours devant le Tribunal du travail et les comités spéciaux. Prétendre que les CPAS sont des boîtes noires est donc une ineptie”, s’emporte Spinette.

“SUS AUX CONTRÔLES ABSURDES !”

Loin des feux de la rampe, les CPAS agissent, prodiguent l’aide sociale à la population qui en a besoin – “et les besoins ne cessent d’augmenter” -, et se trouve en butte à des restrictions budgétaires de plus en plus paralysantes. “Les pouvoirs subsidiaires nous intimement de procéder à de plus en plus de contrôles, pour lutter contre la fraude sociale : ils n’ont plus que ces mots-là à la bouche. Franchement, la fraude sociale est tout à fait marginale. Et puis, il faut s’entendre sur ce que l’on entend par “ fraude sociale ” : l’usager du CPAS qui abrite un membre de

JEAN SPINETTE EST LE PRÉSIDENT (PS) DU CPAS DE SAINT-GILLES. IL PESTE CONTRE LA MAUVAISE IMAGE DES CPAS. ET PLAIDE POUR UN RAPPROCHEMENT AVEC L’ASSOCIATIF.

Entretien : Isabelle Philippon
CSCE

sa famille sous son toit alors qu’il bénéficie du revenu d’insertion pour isolé est-il un “fraudeur social” ? Ne serait-il pas plutôt un de ces héros du quotidien qui luttent pour garder la tête hors de l’eau ? Que l’on nous donne les moyens d’un véritable accompagnement social, que l’on nous donne les moyens d’engager davantage de personnel, des assistants

pauvres de Bruxelles et d’ailleurs -, les CPAS sont toujours sur le fil.”

LE RETOUR DE L’AIDE AUX PAUVRES”

Aux yeux du président du CPAS de Saint-Gilles, ce n’est également plus qu’un fil qui sépare désormais l’action des CPAS et la philanthropie, l’“aide aux pauvres”. “J’ai l’impression qu’on en revient

emploi : tels sont les principes qui nous animent. Encore faut-il qu’ils puissent mobiliser et faire valoir ces droits, desquels dépende leur dignité. Nous les aidons, mais ne nous voilons pas la face : les défis sont énormes, et les moyens (très) limités.”

Or, on l’observe depuis plusieurs années déjà : les mesures gouvernementales concernant l’aide sociale passent au travers de lois-programmes à finalité budgétaire. “La tendance générale est au nivellement par le bas de l’aide sociale, et ce pour des raisons d’économies budgétaires. Il n’y a jamais la moindre réflexion sur les enjeux, sur les tenants et aboutissants de ces décisions. C’est pourtant bien d’un projet de société dont il est question. Je me demande : “À quand un vrai débat parlementaire sur le sujet ?””

“ARRÊTONS LES CRITIQUES STÉRILES !”

Que les pouvoirs subsidiaires en quête d’économies se méfient des CPAS qui dépensent les précieux deniers publics, c’est une chose. Que les usagers et ceux qui les défendent émettent eux aussi des critiques, voilà qui chagrine plus encore Jean Spinette : “Je lis parfois – notamment dans vos pages – que les CPAS seraient

“À QUAND UN VRAI DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR L’AIDE SOCIALE ?”

sociaux bien formés, et alors, de manière automatique, nous aurons également les moyens de vérifier que les aides que nous octroyons sont dispensées à bon escient et, surtout, nous aurons les moyens d’accompagner les personnes dans leur globalité.” Et Spinette de dénoncer ce paradoxe : c’est dans les communes les plus défavorisées que les besoins sociaux sont les plus importants. Et c’est aussi ces communes-là qui doivent surveiller le plus scrupuleusement leurs dépenses, puisque les finances communales sont placées sous tutelle régionale. “Résultat ? À Saint-Gilles – mais c’est également le cas dans les autres communes

à l’ère caritative. Je préside aux destinées de mon CPAS depuis 2006, et c’est la première fois que je ressens à ce point l’impulsion qu’on est en train de donner à notre action. Et là, je dis clairement “non”. Notre mission est noble, elle vise à l’émancipation. Les CPAS ont une mission d’aide, certes, de protection des usagers les plus faibles, mais aussi de développement de la personne, d’encouragement à un projet de société collectif, communautaire, dans des domaines essentiels tels que l’énergie, la santé, l’emploi, le logement, etc : “Nous sommes de véritables ONG de terrain. Les gens ont droit à un logement, à un



JEAN SPINETTE, PRÉSIDENT DU CPAS DE SAINT-GILLES:
"ET SI ON SE SERRAIT LES COUDES PLUTÔT QUE DE SE MÉFIER LES UNS DES AUTRES?"

des machines à exclure. Cela me révolte. Que certaines personnes soient mécontentes, voire désespérées, parce qu'elles ne rentrent pas dans les conditions pour que nous puissions les aider, je le comprends. Qu'il y ait parfois des dysfonctionnements, je ne le nie pas : citez-moi une seule institution, un seul service, qui soit parfait. Mais qu'on balaie tout notre boulot d'un revers de la main, sous prétexte que nous ne sommes pas parfaits, alors que les travailleurs sociaux se démènent comme des beaux diables pour faire de leur mieux avec les moyens dont ils disposent, cela je ne l'accepte pas. Ceux qui nous critiquent tout le temps feraient bien de se poser la question suivante : que se passerait-il si les CPAS disparaissaient : les gens se porteraient-ils mieux?"

Et Jean Spinette de déplorer l'image caricaturale dont certains affublent les CPAS : "J'admets que notre communication à l'endroit des usagers n'est pas optimale. Pas plus que notre communication vers l'extérieur, les médias, le grand public. Mais nous croulons sous le boulot, nous sommes des gens de terrain et pas de grands communicateurs. Nous parons sans cesse au plus pressé. Quand nous ne recevons que

des critiques, le découragement guette. Nous ressentons comme une injustice le fait que les médias ne portent leur attention sur notre action que lorsqu'elle a des ratés – notamment dans la prise en charge de situations d'urgence –, et jamais pour souligner l'immense travail que nous accomplissons loin des feux des projecteurs, avec humanité et déontologie."

IL FAUT QUE LES CPAS ET L'ASSOCIATIF TRAVAILLENT LA MAIN DANS LA MAIN."

"ENSEMBLE!"

"Déontologie" : le mot paraît pourtant contradictoire avec certaines pratiques - que l'on attribue aux CPAS- qui, sous couvert de contrôles contre la fraude sociale, inspectent les logements et épluchent les comptes en banque. Contradictoire, aussi, avec l'"activation" des usagers qui, tout mal en point soient-ils, sont de plus en plus tenus pour responsables de leur sort. Le président du CPAS de Saint-Gilles nuance : "L'"activation" est tenue pour un gros mot au sein d'une certaine gauche. Il s'agit là d'une posture purement intellectuelle. Nous, sur le terrain, nous voyons bien tout l'intérêt qu'il

y a à mettre l'usager devant ses droits, mais aussi ses devoirs et ses responsabilités. Il faut, autant que possible, sortir les gens d'une posture d'assistés, les faire prendre conscience de leur valeur, de les remobiliser. Nous sommes bien placés pour savoir que les gens vivent parfois des trucs dingues, et qu'ils ont une capacité de résilience incroyable. Les "activer"

par rapport au marché de l'emploi, c'est bien souvent leur permettre de prendre conscience de leurs ressources. Lorsqu'ils trouvent un boulot, même dans le cadre de l'article 60 que l'on critique tant et plus, ce n'est pas seulement leurs droits aux allocations de chômage qu'ils récupèrent au bout d'un temps, c'est, surtout, leur dignité. Moi, j'ai été personnellement témoin de certaines renaissances, dans mon CPAS : des gens que nous aidons, qui travaillent chez nous, et qui s'en sortent. Alors, sans doute, le système des articles 60 n'est pas la panacée mais, une fois encore, arrêtons de tout critiquer sans nuances."

Pour conclure, Jean Spinette appelle à davantage de collaboration entre les CPAS et le secteur associatif. "Les CPAS et l'associatif se regardent souvent en chiens de faïence et se critiquent mutuellement. Et si on essayait plutôt de jeter des ponts, de développer un partenariat, un vrai travail en réseau? J'en appelle au dialogue avec les plannings familiaux, les maisons médicales, les collectifs d'alphabétisation, les missions locales, les maisons de l'emploi, etc. Déposons les armes et voyons comment nous pouvons travailler ensemble, dans l'intérêt de tous. Voyons comment nous pouvons développer de nouveaux outils, comment nous pouvons nous coordonner au mieux. Travaillons, ensemble, à changer l'image de l'action sociale, plutôt que de nous tirer dans les pattes!" ■